

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

SÉRIE A/B

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

FASCICULE N° 66

AFFAIRE PAJZS, CSÁKY, ESTERHÁZY

(EXCEPTION PRÉLIMINAIRE)

ORDONNANCE DU 23 MAI 1936

1936

ORDER OF MAY 23rd, 1936

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

SERIES A/B.

JUDGMENTS, ORDERS AND ADVISORY OPINIONS

FASCICULE No. 66

THE PAJZS, CSÁKY, ESTERHÁZY CASE

(PRELIMINARY OBJECTION)

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF

LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING COMPANY

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

 ORDONNANCE RENDUE LE 23 MAI 1936

1936.
Le 23 mai.
Rôle général
nos 65 et 66.

ANNÉE JUDICIAIRE 1936

AFFAIRE PAJZS. CSÁKY, ESTERHÁZY

(EXCEPTION PRÉLIMINAIRE)

Présents : Sir CECIL HURST, *Président* ; M. GUERRERO, *Vice-Président* ; le baron ROLIN-JAEQUEMYS, le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, M. NAGAOKA, *juges* ; MM. DE TOMCSÁNYI et ZORIČIĆ, *juges ad hoc*.

La Cour permanente de Justice internationale,
ainsi composée,
après délibéré en Chambre du Conseil,
vu les articles 40 et 48 du Statut,
vu l'article 62 du Règlement,

Rend l'ordonnance suivante :

EN CE QUI CONCERNE L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE :

Considérant que, par une requête en date du 1^{er} décembre 1935, déposée et enregistrée au Greffe de la Cour le 6 décembre suivant, le Gouvernement royal de Hongrie a introduit devant la Cour permanente de Justice internationale une instance contre le Gouvernement royal de Yougoslavie concernant trois sentences respectivement rendues le 22 juillet 1935 par le Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave sous les nos 749, 750 et 747 ;

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

ORDER MADE ON MAY 23rd, 1936.

1936.
May 23rd.
General List :
Nos. 65 and 66.

JUDICIAL YEAR 1936.

[*Translation.*]

THE PAJZS, CSÁKY, ESTERHÁZY CASE
(PRELIMINARY OBJECTION)

Present : Sir CECIL HURST, *President* ; M. GUERRERO, *Vice-President* ; Baron ROLIN-JAEQUEMYS, Count ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, M. NAGAOKA, *Judges* ; MM. DE TOMCSÁNYI and ZORIČIĆ, *Judges ad hoc*.

The Permanent Court of International Justice,

composed as above,
after deliberation,

having regard to Articles 40 and 48 of the Statute,
having regard to Article 62 of the Rules of Court,

Makes the following Order :

AS REGARDS THE POSITION OF THE PROCEEDINGS :

Whereas the Royal Hungarian Government, by means of an Application dated December 1st, 1935, presented to and filed with the Registry of the Court on December 6th, 1935, has instituted proceedings before the Permanent Court of International Justice against the Royal Yugoslav Government in regard to three judgments rendered on July 22nd, 1935, by the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal under Nos. 749, 750 and 747 ;

Considérant que, dans sa requête, le Gouvernement hongrois a invoqué dans la présente affaire en premier lieu l'article X de l'Accord II signé à Paris le 28 avril 1930 pour le « règlement des questions relatives aux réformes agraires et aux tribunaux arbitraux mixtes » notamment entre la Hongrie et la Yougoslavie, ainsi conçu :

« *Article X.* — Pour toutes les sentences de compétence ou de fond rendues désormais par les tribunaux arbitraux mixtes dans tous les procès autres que ceux visés par l'article premier du présent Accord, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, d'une part, et la Hongrie, d'autre part, conviennent de reconnaître à la Cour permanente de Justice internationale, sans qu'il y ait besoin de compromis spécial, compétence comme instance d'appel.

Le droit d'appel pourra être exercé par voie de requête par chacun des deux Gouvernements entre lesquels se trouve constitué le Tribunal arbitral mixte, dans un délai de trois mois à dater de la notification faite à son agent de la sentence dudit Tribunal. »

Considérant qu'en second lieu le Gouvernement hongrois invoque à l'appui de sa requête les articles XVII de l'Accord II et 22 de l'Accord III de Paris, aux termes desquels :

Accord II. « Article XVII. — En cas de divergence sur l'interprétation et l'application du présent Accord et à défaut d'accord entre les Parties intéressées sur la désignation d'un arbitre unique, tout État intéressé aura le droit de s'adresser par voie de requête à la Cour permanente de Justice internationale, sans qu'on puisse lui opposer une sentence du Tribunal arbitral mixte en vertu de l'article premier du présent Accord. »

Accord III. « Article 22. — En cas de divergence sur l'interprétation et l'application du présent Accord et à défaut d'accord entre les Parties intéressées sur la désignation d'un arbitre unique, tout État intéressé aura le droit de s'adresser par voie de requête à la Cour permanente de Justice internationale. »

Considérant enfin que, dans sa requête, le Gouvernement hongrois invoque très subsidiairement les déclarations d'acceptation par la Hongrie et par la Yougoslavie de la disposition facultative de l'article 36 du Statut de la Cour ;

Considérant à cet égard que, si la Hongrie a renouvelé le 30 mai 1934, pour une période de cinq ans, à dater du 13 août 1934, la déclaration d'acceptation qu'elle avait apposée à cette disposition, la Yougoslavie n'y avait apposé, le 16 mai 1930, qu'une déclaration d'acceptation valable pour une période de cinq ans à dater du 24 novembre 1930 ; que, cette déclaration n'ayant pas été renouvelée, la Yougoslavie avait cessé d'être liée par ladite disposition facultative le 6 décembre 1935, date

Whereas the Hungarian Government, in its Application, relies in this case, firstly upon Article X of Agreement II for the "settlement of questions relating to the agrarian reforms and the Mixed Arbitral Tribunals", signed at Paris on April 28th, 1930, *inter alia* by Hungary and Yugoslavia, which Article is as follows :

"Article X.—Czechoslovakia, Yugoslavia and Roumania, of the one part, and Hungary, of the other part, agree to recognize, without any special agreement, a right of appeal to the Permanent Court of International Justice from all judgments on questions of jurisdiction or merits which may be given henceforth by the Mixed Arbitral Tribunals in all proceedings other than those referred to in Article I of the present Agreement.

The right of appeal may be exercised by written application by either of the two Governments between which the Mixed Arbitral Tribunal is constituted, within three months from the notification to its Agent of the judgment of the said Tribunal."

Whereas the Hungarian Government, in support of its Application, adduces, secondly, Article XVII of Agreement II and Article 22 of Agreement III of Paris, which are as follows :

Agreement II. "Article XVII.—In the event of any difference as to the interpretation or application of the present Agreement and failing agreement between the Parties interested on the choice of a single arbitrator, any State interested shall be entitled to address itself, by written application, to the Permanent Court of International Justice, and shall not be barred by any decision of the Mixed Arbitral Tribunal under Article I of the present Agreement."

Agreement III. "Article 22.—In the event of any difference as to the interpretation or application of the present Agreement, and failing agreement between the Parties interested on the choice of a single arbitrator, any State interested shall be entitled to address itself, by written application, to the Permanent Court of International Justice."

Whereas the Hungarian Government, in its Application, adduces, lastly and in the alternative, the declarations made by Hungary and Yugoslavia accepting the Optional Clause of Article 36 of the Court's Statute ;

Whereas, in regard thereto, while Hungary, on May 30th, 1934, renewed her acceptance of this clause for a period of five years as from August 13th, 1934, Yugoslavia, on May 16th, 1930, only accepted the clause for a period of five years as from November 24th, 1930 ; whereas, since this acceptance has not been renewed, Yugoslavia had ceased to be bound by the Optional Clause on December 6th, 1935, the date on which the Application of the Hungarian Government was filed ; and

de la présentation de la requête du Gouvernement hongrois ; que les Parties sont d'accord à cet égard ;

Considérant que les délais pour la présentation des pièces de la procédure écrite furent, après prolongations successives, fixés de telle sorte que le délai imparti au Gouvernement hongrois pour la présentation de son Mémoire expirait le 20 janvier 1936 et le délai imparti au Gouvernement yougoslave pour la présentation de son Contre-Mémoire expirait le 5 mars 1936 ;

Considérant que, dans le Mémoire présenté dans le délai ainsi fixé, le Gouvernement hongrois a formulé comme il suit ses conclusions :

Plaise à la Cour :

« A) 1° Accepter l'appel ;

2° Dire et juger, comme de droit, à la suite de l'appel accepté, de préférence, réformer les trois sentences en question, en déclarant le Tribunal arbitral mixte compétent pour juger des requêtes des ressortissants hongrois, en motivant amplement son arrêt et obligeant le Tribunal arbitral mixte de se conformer à ses considérants ;

B) Subsidiairement ou cumulativement, selon jugement de la haute Cour :

1° Dire et juger, en général, quelle serait la juste interprétation et la juste application des Accords II et III de Paris, et remédier entièrement à l'attitude du Royaume de Yougoslavie qui, en ce moment, refuse — soit par sa législation intérieure, ayant trouvé expression à l'article 11, alinéa 3, de sa loi du 26 juin 1931, soit par l'interprétation erronée de cette disposition législative par ses autorités administratives, à quoi il dit, pourtant, avoir procédé par l'autorisation et en conformité des Accords II et III de Paris — à tous les ressortissants hongrois, par un tout nouveau traitement, différentiel et inattendu, imprévu dans les Accords II et III de Paris, la reconnaissance de son obligation de payer les sommes leur dues, par application à eux du traitement national de ses lois intérieures pour des terres leur expropriées au cours de sa réforme agraire, au lieu de procéder ainsi exclusivement dans les cas de ressortissants hongrois ayant présenté des réclamations pour les mêmes terres devant le Tribunal arbitral mixte, et ayant été reconnus avec leurs réclamations par des sentences du Tribunal arbitral mixte, aux termes des Accords II et III de Paris, contre le Fonds agraire ;

2° Condamner, spécialement, le Royaume de Yougoslavie :

a) à tenir son attitude et ses procédés dans tous les cas en stricte conformité à telle juste interprétation et application

whereas this is a point on which the Parties are in agreement ;

Whereas the time-limits for the presentation of the documents of the written proceedings, after successive extensions, were so fixed that the time allowed to the Hungarian Government for the presentation of its Memorial expired on January 20th, 1936, and the time allowed to the Yugoslav Government for the presentation of its Counter-Memorial expired on March 5th, 1936 ;

Whereas the Hungarian Government, in the Memorial filed by it within the time-limit thus fixed, prays the Court :

- “A. 1. To admit the appeal ;
2. To adjudge and declare, as a matter of law, after admitting the appeal, preferably by way of revising the three judgments in question, that the Mixed Arbitral Tribunal has jurisdiction to adjudicate upon the claims of the Hungarian nationals, stating fully the reasons on which the judgment is based and requiring the Mixed Arbitral Tribunal to conform to such statement of reasons ;
- B. Alternatively or cumulatively, as the Court may see fit :
1. To adjudge and declare, generally, how Agreements II and III of Paris are to be interpreted and applied, and to redress the situation created by the Yugoslav Government's attitude, since that Government, either under its domestic legislation as portrayed in Article 11, paragraph 3, of its law of June 26th, 1931, or under an erroneous interpretation of that legislation by the administrative authorities—though alleged by it to be authorized by and in conformity with Agreements II and III of Paris—at present refuses to recognize in respect of all Hungarian nationals its obligation to pay the sums due to them in accordance with the national treatment applicable to them under its domestic legislation in respect of their lands expropriated in the course of its agrarian reform—extending to them an entirely new and unforeseen treatment discriminatory in character and not provided for in Agreements II and III of Paris—instead of only proceeding in this way in the case of Hungarian nationals who submitted claims in respect of the same lands before the Mixed Arbitral Tribunal and who have had their claims recognized by judgments of the Mixed Arbitral Tribunal against the Agrarian Fund, as laid down in Agreements II and III of Paris ;
2. To order the Kingdom of Yugoslavia, in particular :
- (a) in its attitude and proceedings, strictly to conform to the interpretation and application of Agreements II and III,

des Accords II et III de Paris et aux droits qu'ils présupposent ;

- b) à réparer les dommages et rembourser les frais et débours causés à des ressortissants hongrois par son attitude et ses procédés actuels, injustifiés par lesdits Accords II et III de Paris ;
- c) Dire et juger que le Royaume de Yougoslavie est obligé d'indemniser aussi le Gouvernement du Royaume de Hongrie de tous les frais et débours par celui-ci encourus en vue de remédier à la situation de ses ressortissants, dont le Royaume de Yougoslavie était, malgré avertissement, la cause, y compris les frais et débours de la présente affaire devant la haute Cour » ;

Considérant que, dans le délai fixé pour la présentation de son Contre-Mémoire, le Gouvernement yougoslave a déposé une pièce intitulée : « Contre-Mémoire du Gouvernement yougoslave contenant l'Acte introductif de l'Exception présenté à la Cour dans l'affaire de l'appel du Gouvernement hongrois contre les trois sentences nos 747, 749 et 750 du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave », et concluant à ce qu'il plaise à la Cour :

- « 1. Dire et juger, avant tout examen de fond, que l'appel du Gouvernement royal de Hongrie contre les trois sentences du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave est irrecevable et contraire à l'article X de l'Accord II de Paris ;
- 2. Dire et juger, avant tout examen de fond, que la demande du Gouvernement hongrois pour obtenir l'interprétation générale des Accords II et III de Paris par la Cour est irrecevable, par suite de l'inaccomplissement des conditions essentielles posées par l'article XVII de l'Accord II et l'article 22 de l'Accord III ;
- 3. Subsidiairement, dire et juger que l'appel du Gouvernement hongrois en vertu de l'article X de l'Accord II est mal fondé et confirmer les trois sentences du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave ;
- 4. Subsidiairement, dire et juger que les trois sentences du Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave sont conformes à la juste interprétation des Accords de Paris ;
- 5. Condamner le Gouvernement royal de Hongrie à rembourser au Gouvernement royal de Yougoslavie tous les frais et dépens encourus dans le procès actuel » ;

Considérant que, par Ordonnance du 10 mars 1936¹, rendue conformément à l'article 38 de son Règlement alors en vigueur, la Cour, relevant le caractère d'exception préliminaire des deux premières conclusions du Gouvernement yougoslave, a fixé au 3 avril 1936 le délai imparti au Gouvernement hongrois pour présenter un Exposé écrit contenant ses observations et conclu-

¹ Le texte de cette ordonnance sera publié ultérieurement. [Note du Greffier.]

so laid down as correct, and to respect the rights of which the existence was assumed by those Agreements;

(b) to make good the damage and refund the costs and expenses occasioned to Hungarian nationals by its present attitude and proceedings which are unwarranted by Agreements II and III of Paris;

- C. To adjudge and declare that the Kingdom of Yugoslavia is also under an obligation to indemnify the Government of the Kingdom of Hungary for all costs and expenses incurred by the latter in obtaining redress for its nationals for whose situation the Kingdom of Yugoslavia, in spite of warning, is responsible, including the cost and expenses of the present proceedings before the Court”;

Whereas, within the time-limit fixed for the presentation of its Counter-Memorial, the Yugoslav Government filed a document entitled: “Counter-Memorial of the Yugoslav Government including the formal submission of an objection presented to the Court in the proceeding instituted by the Hungarian Government as an appeal from the three judgments Nos. 747, 749 and 750, rendered by the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal”, and praying the Court:

- “1. To adjudge and declare, before entering upon the merits, that the appeal of the Royal Hungarian Government against the three judgments of the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal cannot be entertained and is contrary to Article X of Agreement II of Paris;
2. To adjudge and declare, before entering upon the merits, that the request of the Royal Hungarian Government for a general interpretation by the Court of Agreements II and III of Paris cannot be entertained because the essential conditions laid down by Article XVII of Agreement II and Article 22 of Agreement III have not been fulfilled;
3. Alternatively, to adjudge and declare that the appeal of the Hungarian Government under Article X of Agreement II is ill-founded, and to confirm the three judgments of the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal;
4. Alternatively, to adjudge and declare that the three judgments of the Hungaro-Yugoslav Mixed Arbitral Tribunal are in accordance with the true interpretation of the Paris Agreements;
5. To order the Royal Hungarian Government to refund to the Royal Yugoslav Government all costs and expenses incurred in the present proceedings”;

Whereas, in an Order made on March 10th, 1936¹, under Article 38 of the Rules then in force, the Court—holding the first two submissions of the Yugoslav Government to be in the nature of preliminary objections—fixed April 3rd, 1936, as the date by which the Hungarian Government might present a written Statement of its observations and submissions

¹ The text of this Order will be published subsequently. [*Note by the Registrar.*]

tions sur lesdites exceptions ; que, dans le délai ainsi fixé, le Gouvernement hongrois a déposé un Exposé concluant à ce qu'il plaise à la Cour :

« Rejeter les exceptions préliminaires de l'État défendeur ;

Se déclarer compétente ;

Ordonner la poursuite de la procédure sur le fond » ;

Considérant que les deux Parties en cause se sont prévaluées du droit qui leur revient aux termes de l'article 31 du Statut de désigner chacune un juge pour siéger dans la présente affaire ;

Considérant que, les 29 et 30 avril et les 1^{er}, 4, 5 et 6 mai 1936, M. Stoykovitch, agent désigné en dernier lieu par le Gouvernement yougoslave, et M. Gajzago, agent désigné par le Gouvernement hongrois, ont, en audiences publiques de la Cour, présenté les observations orales respectives des Parties sur les exceptions ci-dessus visées ; que, dans ses exposés oraux, l'agent du Gouvernement hongrois a maintenu les conclusions sur les exceptions, formulées dans l'Exposé écrit hongrois, ainsi que les conclusions sur le fond formulées dans le Mémoire hongrois ; que, de son côté, l'agent du Gouvernement yougoslave a également maintenu telles quelles les deux conclusions formulées à titre d'exception préliminaire par le Gouvernement yougoslave dans son Contre-Mémoire contenant l'Acte introductif de l'exception opposée à l'instance introduite par le Gouvernement hongrois ;

Considérant qu'en cet état il appartient à la Cour, aux termes de l'article 62, alinéa 5, de son Règlement actuellement en vigueur, soit de statuer sur l'exception soit de la joindre au fond ;

EN CE QUI CONCERNE L'EXCEPTION PRÉLIMINAIRE :

Considérant qu'il résulte des exposés écrits et des explications verbales des Parties que la Cour se trouve en présence des deux exceptions préliminaires suivantes :

1) l'appel du Gouvernement hongrois fondé sur l'article X de l'Accord II de Paris serait irrecevable parce que, contrairement aux allégations du Gouvernement hongrois, les procès, objet des sentences dont est appel, ne constitueraient pas, comme l'exige ledit article X, des procès autres que ceux visés à l'article premier dudit Accord et parce que lesdites sentences ne seraient pas des sentences de compétence ou de fond au sens de l'article X ;

2) la demande en interprétation du Gouvernement hongrois fondée sur les articles XVII de l'Accord II et 22 de l'Accord III de Paris serait irrecevable parce que ce Gouvernement se serait adressé à la Cour par voie de requête sans qu'un défaut d'accord

in regard to these objections ; whereas, by the date thus fixed, the Hungarian Government filed a Statement praying the Court :

“To overrule the preliminary objections of the respondent State ;

To declare itself to have jurisdiction ;

To order the continuance of the proceedings on the merits” ;

Whereas the two Parties concerned have availed themselves of their right under Article 31 of the Statute each to nominate a judge to sit in the case ;

Whereas, at public hearings held by the Court on April 29th and 30th and May 1st, 4th, 5th and 6th, 1936, M. Stoykovitch, the Agent finally appointed by the Yugoslav Government, and M. Gajzago, the Agent appointed by the Hungarian Government, respectively presented the oral observations of the Parties upon the objections above mentioned ; whereas the Agent for the Hungarian Government in his oral statements maintained the submissions on the objections made in the Hungarian written Statement and the submissions on the merits made in the Hungarian Memorial ; whereas, for his part, the Agent for the Yugoslav Government also maintained as they stood the two submissions made by the Yugoslav Government as preliminary objections in its Counter-Memorial, including the formal submission of an objection on the proceeding instituted by the Hungarian Government ;

Whereas, at this stage in the proceedings, the Court must under Article 62, paragraph 5, of the Rules in force, either give its decision on the objection or join the objection to the merits ;

AS REGARDS THE PRELIMINARY OBJECTION :

Whereas it appears from the written statements and verbal explanations of the Parties that the Court is confronted with the two following objections :

(1) that the appeal of the Hungarian Government based on Article X of Agreement II of Paris cannot be entertained because, contrary to the contentions of the Hungarian Government, the cases forming the subject of the judgments appealed against are not, as required by Article X, cases other than those referred to in Article I of that Agreement and because the said judgments are not judgments on questions of jurisdiction or merits within the meaning of Article X ;

(2) that the request of the Hungarian Government based on Article XVII of Agreement II and Article 22 of Agreement III cannot be entertained because that Government has lodged an application with the Court without its first having

entre les Parties intéressées sur la désignation d'un arbitre unique ait été préalablement constaté ;

Considérant qu'il existe entre les questions soulevées par la première de ces exceptions et celles qui sont à la base de la demande en appel formulée par les conclusions au fond du Gouvernement hongrois des rapports trop étroits et une connexité trop intime pour que la Cour puisse statuer sur les unes et éviter de se prononcer sur les autres ;

Considérant que la seconde exception du Gouvernement yougoslave a pour objet de paralyser une demande qui, par rapport à l'« appel » fondé sur l'article X de l'Accord II visé par la première exception, est présentée « subsidiairement ou cumulativement selon jugement de la Cour » ; que, dans la mesure où cette demande présente un caractère subsidiaire, l'exception soulevée contre elle ne saurait être également envisagée que subsidiairement ;

Considérant que le développement de la procédure sur le fond, en permettant à la Cour de bien saisir la relation à établir entre la demande en appel en vertu de l'article X de l'Accord II et la demande en interprétation des Accords II et III en vertu des articles XVII et 22 desdits Accords, ainsi que le sens et la portée à donner aux conclusions présentées « subsidiairement ou cumulativement selon jugement de la Cour », mettra la Cour à même de statuer en meilleure connaissance de cause sur la deuxième exception du Gouvernement yougoslave ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu de joindre les deux exceptions au fond, la Cour devant statuer à leur égard et, s'il y a lieu, sur le fond, par un seul et même arrêt ;

EN CE QUI CONCERNE LA SUITE DE LA PROCÉDURE :

Considérant qu'aux termes de l'article 62, alinéa 5, du Règlement actuellement en vigueur, il appartient à la Cour, lorsqu'elle joint l'exception au fond, de fixer de nouveau les délais pour la suite de l'instance ;

Considérant que, à la suite de la présentation par le Gouvernement yougoslave de son exception, la Cour a suspendu la procédure sur le fond ; que, toutefois, la pièce déposée au nom du Gouvernement yougoslave dans le délai fixé pour la présentation de son Contre-Mémoire a constitué déjà, tant d'après son intitulé que d'après son texte, un Contre-Mémoire sur le fond ;

Considérant, en cet état et conformément à l'Ordonnance du 10 mars 1936, qu'il appartient actuellement à la Cour de fixer seulement les délais pour la présentation des Réplique et Duplique sur le fond ;

been established that the Parties concerned have failed to agree on the choice of a single arbitrator ;

Whereas the questions raised by the first of these objections and those arising out of the appeal as set forth in the Hungarian Government's submissions on the merits are too intimately related and too closely interconnected for the Court to be able to adjudicate upon the former without prejudging the latter ;

Whereas the purpose of the second objection of the Yugoslav Government is to frustrate a request which is presented "alternatively or cumulatively as the Court may see fit" to the "appeal" based on Article X of Agreement II to which the first objection relates ; whereas, in so far as this request is in the nature of an alternative, the objection in respect of it can likewise only be dealt with in the alternative ;

Whereas the further proceedings on the merits, by enabling the Court to obtain a clear understanding of the relation in which the appeal under Article X of Agreement II stands to the request for the interpretation of Agreements II and III under Articles XVII and 22 of these Agreements, and of the meaning and scope to be attached to the submissions presented "alternatively or cumulatively as the Court may see fit", will place the Court in a better position to adjudicate with a full knowledge of the facts upon the second objection of the Yugoslav Government ;

Whereas both objections should therefore be joined to the merits, so that the Court will give its decision upon them and, if need be, upon the merits in one and the same judgment ;

AS REGARDS THE FURTHER PROCEEDINGS :

Whereas, under Article 62, paragraph 5, of the Rules in force, if the Court joins the objection to the merits, it must once more fix time-limits for the further proceedings ;

Whereas, upon the presentation of the objection of the Yugoslav Government, the Court suspended the proceedings on the merits ; whereas however the document filed by the Yugoslav Government within the time-limit fixed for the presentation of its Counter-Memorial in itself constituted, according both to its title and contents, a Counter-Memorial on the merits ;

Whereas, in these circumstances and in accordance with the Order of March 10th, 1936, it now only rests with the Court to fix the time-limits for the presentation of the Reply and Rejoinder on the merits ;

LA COUR

- 1) joint les exceptions opposées par le Gouvernement yougoslave au fond de l'instance introduite par la requête du Gouvernement hongrois enregistrée au Greffe le 6 décembre 1935, pour être statué par un seul et même arrêt sur lesdites exceptions et, éventuellement, sur le fond;
- 2) fixe comme suit les délais ultérieurs pour le dépôt des pièces de la procédure écrite sur le fond:
 - a) pour la Réplique du Gouvernement hongrois : le 3 juillet 1936;
 - b) pour la Duplique du Gouvernement yougoslave : le 14 août 1936.

Fait au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-trois mai mil neuf cent trente-six, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement hongrois et au Gouvernement yougoslave.

Le Président de la Cour :

(Signé) CECIL J. B. HURST.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

THE COURT

- (1) joins the objections lodged by the Yugoslav Government to the merits in the proceedings instituted by the Application of the Hungarian Government filed with the Registry on December 6th, 1935, and will adjudicate upon these objections and, if need be, upon the merits in one and the same judgment ;
- (2) fixes as follows the further time-limits for the filing of the documents of the written proceedings :
 - (a) for the Reply by the Hungarian Government :
July 3rd, 1936 ;
 - (b) for the Rejoinder by the Yugoslav Government :
August 14th, 1936.

Done at the Peace Palace, The Hague, this twenty-third day of May, nineteen hundred and thirty-six, in three copies, one of which shall be placed in the Archives of the Court and the others shall be transmitted to the Royal Hungarian Government and to the Royal Yugoslav Government respectively.

(Signed) CECIL J. B. HURST,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.